

Publications économiques et financières



Conjoncture financière

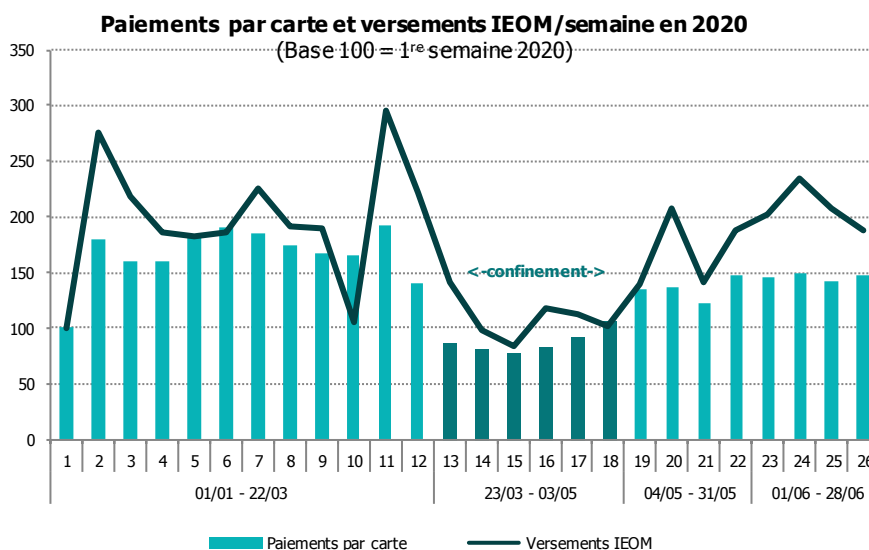
306 / Août 2020

IMPACT DE LA CRISE DE LA COVID-19 SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES

MONTÉE DE L'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES EN JUIN

La levée progressive du confinement de la population en mai a permis la reprise de la vie économique, mais quasiment en circuit fermé. En effet, le pays demeure fermé aux échanges extérieurs, hormis pour ses approvisionnements et le rapatriement de ses résidents. Certaines activités, telles que le tourisme et les transports, tournent encore au ralenti à fin juin.

En mai et juin, les consommateurs accroissent leurs dépenses, mais modérément. Leur retenue, alliée à l'absence de visiteurs étrangers, transparait dans les paiements par carte bancaire : si leur valeur moyenne par semaine progresse de 61 % par rapport à la période de confinement, elle demeure bien inférieure à son niveau antérieur (-18 %).



Sources : IEOM - OSB - BDT

À la fin du mois de juin, la situation financière des ménages et des entreprises reste marquée par ces circonstances particulières. L'analyse des données transmises mensuellement par les établissements de crédit de la place de Papeete (encours de dépôts et de crédits, production de crédit) montre :

- Une certaine normalisation pour les **ménages**, avec un surplus d'épargne bancaire de 1,1 milliard de F CFP et une reprise de leur encours de crédit (+1,2 milliard de F CFP) ;
- Un gonflement conjoint des dépôts des **entreprises** (+9,6 milliards de F CFP) et de leur endettement (+10,1 milliards de F CFP) qui correspond au débloqué progressif des prêts garantis par l'État¹.

¹ Prêt consenti par les banques aux entreprises de toutes tailles, quelle que soit leur forme juridique (hors sociétés civiles immobilières, établissements de crédit et sociétés de financement) dont le montant ne peut excéder trois mois de chiffre d'affaires, ou deux ans de masse salariale pour les entreprises nouvelles ou innovantes. Destiné à soutenir la trésorerie des entreprises, il bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 90 % (70 % ou 80 % si l'entreprise emploie plus de 5 000 salariés ou réalise un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros soit 179 milliards de F CFP.

Les dépôts et l'endettement des ménages

Contrairement aux trois mois précédents, **les dépôts à vue des ménages se stabilisent en juin** (-0,5 milliard de F CFP), pour deux raisons principales :

- un rattrapage de consommation après deux mois de thésaurisation forcée ;
- la constitution d'une épargne de précaution dans un environnement incertain, illustrée par une **hausse de l'encours des dépôts rémunérés**, +1,6 milliard de F CFP en juin, principalement portée par les comptes sur livrets (+1,3 milliard de F CFP).

En définitive, le **surplus de dépôts bancaires**, +1,1 milliard de F CFP en juin, est en retrait de 14 % par rapport à la moyenne des trois dernières années (1,3 milliard de F CFP), reflétant à la fois le regain de dépenses des ménages et les pertes de revenus engendrées par les diminutions de salaires liées aux mises en travail partiel.

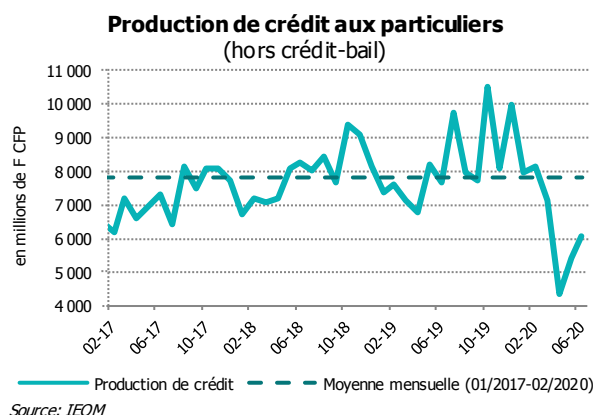
Dépôts et crédits bancaires des ménages

Flux mensuels non cvs en millions de F CFP	Encours			Flux				Moyenne janv-17/févr-20
	févr-20	mars-20	juin-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	
Dépôts bancaires	309 269	311 222	321 911	1 953	6 007	3 605	1 076	1 251
Dépôts à vue	104 196	106 443	113 970	2 248	3 757	4 248	-477	796
Dépôts rémunérés	205 074	204 779	207 941	-295	2 251	-642	1 553	455
Crédits bancaires bruts	292 552	293 052	292 446	500	-1 646	-142	1 182	832
Consommation (hors crédit-bail)	69 676	69 539	67 746	-137	-1 364	-606	177	109
Habitat	190 476	191 076	192 575	600	-350	975	874	826
Autres	22 094	22 074	21 694	-20	-89	-203	-88	155

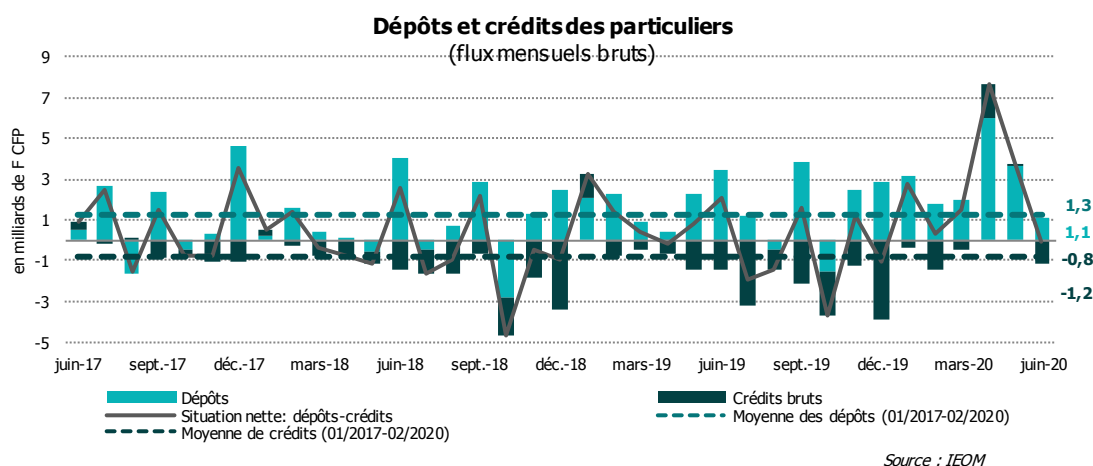
Source IEOM

Matériellement affectée par le confinement, la production de crédit repart graduellement pour atteindre 6,1 milliards de F CFP en juin (5,4 milliards de F CFP en mai et 4,3 en avril).

L'endettement des ménages s'accroît donc à nouveau, + 1,2 milliard de F CFP en juin, à un rythme supérieur à celui des trois dernières années (+0,8 milliard de F CFP).



Ainsi, le rebond de la consommation et de l'octroi de crédits se traduit par **une légère baisse de l'épargne financière des ménages en juin** (-0,1 milliard de F CFP), après trois mois d'accumulation (+12,9 milliards de F CFP entre mars et mai 2020). Toutefois, sur les six premiers mois de l'année, le surplus d'épargne atteint 15,9 milliards de F CFP (+7,6 milliards de F CFP au premier semestre 2019).



Note de lecture : Pour une meilleure lecture, les flux de dépôts sont situés au-dessus de l'axe des abscisses et le flux net de crédit en dessous de l'axe. Un flux net de crédit « négatif » correspond ainsi à une augmentation de l'endettement net.

Les dépôts et l'endettement des entreprises

La hausse des encours de crédits bancaires aux entreprises s'accroît significativement, +7,3 milliards de F CFP en mai, puis +10,1 en juin, bien au-delà des flux constatés sur les trois dernières années (+0,5 milliard de F CFP), dynamisée par la montée en puissance des PGE. À fin juin, 550 ont été accordés depuis leur mise en place, pour un montant total de 26,6 milliards de F CFP¹.

Au deuxième trimestre 2020, ils induisent un décuplement des volumes de production de crédits de trésorerie aux entreprises par rapport à l'année précédente (30 milliards de F CFP contre 2,9 au deuxième trimestre 2019). Par ailleurs, l'absence de visibilité des entreprises se répercute sur la production de crédits à l'équipement, 3,4 milliards de F CFP contre 7,4 un an plus tôt, soit -53,9 %. L'endettement des entreprises tient donc principalement au besoin de couverture de leurs charges d'exploitation.

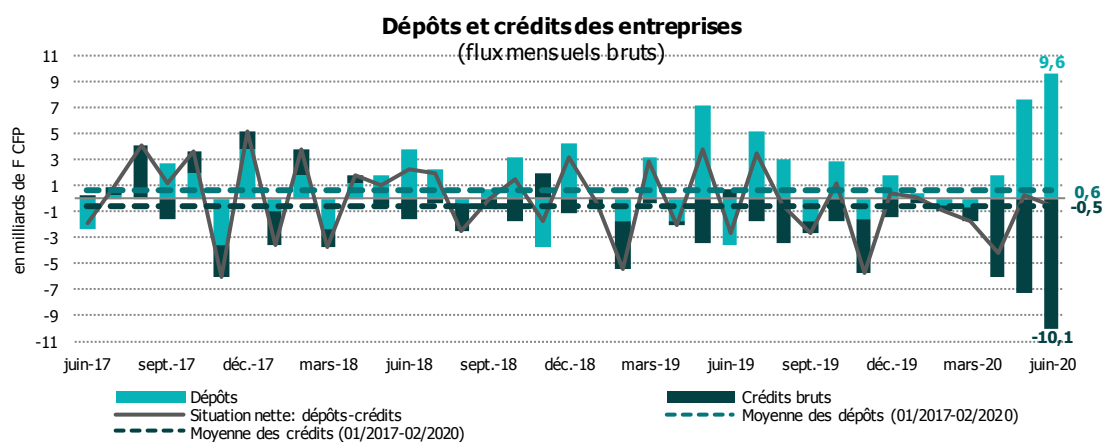
Dans l'attente d'être utilisés, les PGE débloqués contribuent aussi à **l'augmentation des dépôts des entreprises**, +9,6 milliards de F CFP en juin, après +7,6 en mai, à un niveau bien supérieur à leur flux moyen sur trois ans (+0,6 milliard de F CFP entre janvier 2017 et février 2020).

Dépôts et crédits bancaires des entreprises

flux mensuels non cvs en millions de F CFP	Encours			Flux				Moyenne janv-17/févr-20
	févr-20	mars-20	juin-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	
Dépôts bancaires	178 648	178 019	197 084	-629	1 835	7 643	9 586	620
Dépôts à vue	133 031	132 624	152 679	-406	1 513	8 040	10 502	812
Dépôts rémunérés	45 617	45 395	44 404	-223	322	-397	-916	-192
Crédits bancaires bruts	205 964	207 077	230 493	1 113	6 026	7 320	10 070	540
Crédits d'exploitation	74 012	74 024	94 205	12	4 472	6 299	9 410	353
Crédits à l'investissement (hors crédit-bail)	113 972	114 448	116 618	475	345	788	1 036	722
Autres crédits	4 120	4 018	4 026	-102	26	-28	10	23

Source IEOM

En juin, alors que les crédits et les dépôts des entreprises augmentent de respectivement 10,1 et 9,6 milliards de F CFP, la situation nette négative (dépôts-crédits) est de 0,5 milliard de F CFP. Mais sur le premier semestre, **l'endettement bancaire net supplémentaire des entreprises s'élève à 7 milliards de F CFP** (+3,9 milliards de F CFP un an auparavant).



Source : IEOM

Note de lecture : Pour une meilleure lecture, les flux de dépôts sont situés au-dessus de l'axe des abscisses et le flux net de crédit en dessous de l'axe. Un flux net de crédit « négatif » correspond ainsi à une augmentation de l'endettement net.

¹ PGE accordés et non nécessairement décaissés : 4,3 milliards de F CFP en avril, 9,8 en mai et 12,5 en juin.